

Solidarités et investissements records, 2025 sera l'année de grands enjeux

Malgré un contexte national d'instabilité et de lourdes incertitudes financières, notre collectivité fait le choix du courage, de la responsabilité et de l'ambition pour notre département et nos concitoyens.

Face à des recettes gelées ou en recul, nos dépenses sociales continuent d'augmenter. Pourquoi ? Parce que derrière ces chiffres se trouvent des réalités humaines : des familles en difficulté, des personnes en précarité, des aînés en quête de dignité, des jeunes soucieux de leur avenir. Cette hausse des dépenses sociales, nous devons l'assumer, c'est un devoir. Parce qu'un territoire qui abandonne ses plus faibles perd son âme.

La réforme du RSA se mettra en œuvre cette année dans l'Indre, visant à mieux accompagner les bénéficiaires pour favoriser leur insertion durable dans l'emploi et leur autonomie financière. En introduisant des obligations renforcées, telles que des temps d'immersion, des temps de travail, des formations ou des projets d'insertion adaptés, elle valorise l'engagement des allocataires et renforce leur employabilité. Cette réforme met également en avant un suivi individualisé et une collaboration accrue entre les acteurs sociaux, économiques et institutionnels, permettant une meilleure adéquation entre les besoins des bénéficiaires et les opportunités locales. Les aides sociales ne doivent pas être un frein

à l'intégration professionnelle, mais bien un tremplin vers une autonomie renforcée.

Notre plan santé (aides aux installations de médecins et professionnels de santé, accompagnement, bourse aux étudiants de médecine, valorisation de notre territoire et de nos actions dans les facultés de médecine, dans les salons...) se poursuivra tout au long de l'année. 25 professionnels ont été accompagnés dans leur installation l'année passée et de nouvelles structures de soin ont vu le jour avec la mobilisation indispensable de médecins ou professionnels de santé. Cette dynamique, il nous faut la poursuivre, même si, rappelons-le, c'est à l'État d'agir sur cet important sujet dont il a la compétence.

Si le social est notre cœur, l'investissement est notre colonne vertébrale. En 2025, nous mènerons une politique ambitieuse, tournée vers l'avenir. Nous poursuivrons la modernisation de notre patrimoine départemental : collèges, routes, centres de secours, établissements médico-sociaux, soutien financier des projets des communes... chaque euro investi est un levier pour améliorer le quotidien des habitants, mais aussi soutenir le tissu économique local.

Les actions en faveur des transitions écologiques et énergétiques sont évidemment menées pour chaque projet. Nous agissons au quotidien avec responsabilité, pour un avenir durable.

Ces choix ne sont pas des dépenses inutiles, ce sont des investissements indispensables. Ils renforcent l'attractivité de notre territoire, créent des emplois et préparent un cadre de vie toujours plus agréable pour les Indriens.

En 2025, notre message est clair : nous refusons l'immobilisme. Notre budget, voté le 17 janvier, témoigne de notre volonté d'agir, de protéger et de bâtir. Il est l'expression d'un Département au service de ses habitants, où la solidarité et l'avenir vont de pair.

Chaque dépense sociale est un acte de justice, chaque euro investi est un acte de confiance en notre territoire, chaque décision budgétaire est un engagement pour vous, pour nous, pour demain.

L'Indre avance. L'Indre construit. Notre détermination à agir pour vous et avec vous reste notre ligne de conduite pour 2025.

Le groupe des élus de la Majorité départementale : Gil AVÉROUS, Nadine BELLUROT, Régis BLANCHET, Gérard BLONDEAU, Laurent BRÉ, Gilles CARANTON, Nathalie CORBEAU, François DAUGERON, Claude DOUCET, Mireille DUVOUX, Marc FLEURET, Virginie ÉLION, Nolwenn LEROY, Jean-Yves HUGON, Imane JBARA-SOUNNI, Lydie LACOU, Gérard MAYAUD, Frédérique MERIAUDEAU, Philippe MÉTIVIER, Chantal MONJOINT, Florence PETIPEZ, Michèle SELLERON

Santé : un plan d'urgence pour sortir de l'ornière

Cette année, notre département a établi un triste record : il est le pire désert médical de France. La droite départementale a beau prétendre faire tout ce qu'elle peut, elle ne mise pour l'essentiel que sur des aides financières dont chacun reconnaît aujourd'hui l'inefficacité. Pour la santé des Indriens et l'attractivité de notre territoire, il faut aller plus

loin : seul un centre départemental de santé, avec des professionnels salariés, répartis en fonction des besoins, permettra de pallier les manques de la médecine libérale et de contribuer à soutenir l'hôpital en le déchargeant de tout ce qui ne relève pas des urgences vitales.

Le groupe des élus de la Gauche Républicaine, Socialiste et Écologiste : François AVISSEAU, Lucie BARBIER, Michel BOUGAULT, Anne-Claude MOISAN-LEFEBVRE